



CONSEIL DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

Session 1995-1996

4 JUILLET 1996

PROJET DE DECRET

RELATIF AU FINANCEMENT
DES HAUTES ECOLES ORGANISEES OU SUBVENTIONNEES
PAR LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

EXPOSE DES MOTIFS

Le Conseil de la Communauté française a adopté le 5 août 1995 le décret fixant l'organisation générale de l'Enseignement supérieur en Hautes Ecoles.

Le projet de décret relatif au financement des Hautes Ecoles constitue le deuxième volet de la réforme de l'enseignement supérieur hors université.

Différents objectifs importants sous-tendent le projet de décret :

1^o la mise en place effective d'un système de financement qui tende à respecter le prescrit constitutionnel de l'égalité entre les étudiants sur le plan du financement, conformément à la déclaration de politique communautaire du 10 juin 1995;

2^o la définition d'un système de financement qui rend prévisibles les moyens financiers de la Communauté française consacrés à l'enseignement supérieur hors université et aux Hautes Ecoles, sur une base pluriannuelle;

3^o une simplification du système de financement;

4^o l'octroi d'une autonomie financière plus grande aux Hautes Ecoles, balisée en fonction de critères objectifs;

5^o la volonté de permettre aux Hautes Ecoles de pouvoir faire face à la concurrence des systèmes d'enseignement supérieur étrangers, principalement de l'Union européenne;

6^o la responsabilisation des différents acteurs de la communauté de l'enseignement supérieur : professeurs, pouvoirs organisateurs, étudiants...

I. LA PRESENTATION DU MECANISME DE FINANCEMENT

A. LE FINANCEMENT ACTUEL DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Les établissements d'enseignement supérieur actuels sont financés selon un système fort semblable à celui que connaissent les établissements d'enseignement secondaire.

Le nombre d'étudiants détermine de manière rigide le nombre de membres des personnels directeur, enseignant, administratif et auxiliaire d'éducation, quel que soit le réseau.

S'agissant du fonctionnement, les établissements d'enseignement supérieur subventionnés par la Communauté française reçoivent par étudiant et selon la catégorie un montant déterminé de subvention. Les établissements d'enseignement supérieur organisés par la Communauté française reçoivent une dotation établie par l'administration selon les besoins propres de chaque institut.

Outre l'encadrement et le fonctionnement, deux autres postes doivent être mentionnés : d'une part, les bâtiments scolaires et d'autre part, uniquement pour les établissements d'enseignement supérieur organisés par la Communauté française, le personnel ouvrier et de maîtrise statutaire qui est placé dans un cadre d'extinction.

La matière des bâtiments scolaires est réglée pour les établissements d'enseignement supérieur par le décret du 5 février 1990 relatifs aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française.

B. LE FUTUR SYSTEME DE FINANCEMENT

A partir de l'année civile 1997, les Hautes Ecoles dont la liste aura été fixée par le Gouvernement conformément à l'article 55 du décret du 5 août 1995, bénéficieront d'une allocation annuelle globale couvrant les frais de personnel, de fonctionnement et d'équipement pour l'enseignement, la recherche appliquée, les services à la collectivité et l'administration de la Haute Ecole.

Moyennant le respect d'une série de conditions, la direction de chaque Haute Ecole pourra déterminer de manière autonome les affectations qu'elle entend donner à l'allocation annuelle globale ainsi que le montant de celles-ci.

1. DESCRIPTION GENERALE DU SYSTEME

Le système de financement prévoit une période transitoire et une période définitive.

1.1. La période transitoire

La période transitoire s'entend du 1^{er} janvier 1997 au 31 décembre 2001. Il convient de distinguer l'année 1997 et les autres années.

a) *L'année budgétaire 1997*

Le montant destiné à l'enseignement supérieur dispensé par les Hautes Ecoles pour l'année budgétaire 1997 est établi en tenant compte des économies attendues de la lutte contre les échecs répétés (500 millions) qui sont déduites de ce montant.

Pour déterminer la somme des allocations annuelles globales des Hautes Ecoles, il est déduit du montant destiné à l'enseignement supérieur dispensé par les Hautes Ecoles pour l'année budgétaire 1997:

1° les coûts réels calculés des traitements des membres du personnel statutaire de maîtrise, gens de métiers et de service des Hautes Ecoles qui sont payés directement par le ministère de l'Enseignement, de la Recherche et de la Formation au 31 décembre 1995;

2° les coûts réels calculés des personnels mis en disponibilité par défaut d'emploi à la date du 15 janvier 1996, pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'incapacité définitive au service, pour mission spéciale ou pour convenue personnelle précédant la pension de retraite et les coûts forfaitaires des personnels mis en disponibilité par défaut d'emploi et réaffectés dans une Haute Ecole conformément à l'article 27, alinéa 6, non déduits de l'allocation annuelle globale de cette Haute Ecole;

3° les coûts salariaux et de fonctionnement estimés de contrôle par les commissaires du Gouvernement auprès des Hautes Ecoles.

Le montant ainsi obtenu est égal à la somme des allocations annuelles globales des Hautes Ecoles. Ce montant est réparti pour l'année budgétaire 1997 selon des modalités fixées par le Gouvernement en respectant les principes suivants:

1° établissement du montant total des coûts salariaux et de dépenses de fonctionnement relatif à l'année civile 1996 pour les établissements d'enseignement supérieur qui se regroupent dans les Hautes Ecoles;

2° calcul avec quatre décimales du pourcentage des coûts salariaux et dépenses de fonctionnement de chaque Haute Ecole dans le montant visé au 1°;

3° répartition de la somme des allocations annuelles globales pour 1997 en attribuant à chaque Haute Ecole le montant obtenu par la multiplication de la somme des allocations annuelles globales pour 1997 par la part relative de cette Haute Ecole telle que calculée au 2°.

b) *Les années budgétaires suivantes de la période de transition*

Pour déterminer la somme des allocations annuelles globales des Hautes Ecoles pour les

années budgétaires 1998 à 2001, il est déduit du montant destiné à l'enseignement supérieur dispensé par les Hautes Ecoles pour l'année budgétaire 1997 lié au taux de fluctuation de l'indice santé des prix à la consommation, les coûts visés aux points 1° à 3° énoncés ci-dessus.

Le montant ainsi obtenu est égal à la somme des allocations annuelles globales. Cette somme est composée de trois parties: la somme des parties historiques de chaque Haute Ecole, la somme des parties forfaitaires de chaque Haute Ecole et la somme des parties variables de chaque Haute Ecole.

i. *Les parties historiques*

La partie historique de chaque Haute Ecole pour les années budgétaires 1998, 1999, 2000 et 2001, est égale respectivement à 80, 60, 40 et 20 pour cent de l'allocation annuelle globale reçue par la Haute Ecole pour l'année budgétaire 1997.

ii. *Les parties forfaitaires*

La partie forfaitaire de chaque Haute Ecole est calculée de la manière suivante:

a) un montant de deux millions de francs est accordé à chaque Haute Ecole pour chaque catégorie d'études qu'elle organise;

b) un montant de dix millions de francs est accordé à chaque Haute Ecole pluritype;

c) un montant de trente millions de francs est accordé à une Haute Ecole si elle est la seule de son réseau dans la zone où elle est située;

d) un montant de cinq millions est accordé à chaque Haute Ecole.

Les montants forfaitaires ici prévus sont liés à partir de l'année budgétaire 1999, au taux de fluctuation de l'indice santé des prix à la consommation.

iii. *Les parties variables*

La somme des parties variables de toutes les Hautes Ecoles est obtenue en retranchant de la somme des allocations annuelles globales la somme des parties historiques et des parties forfaitaires de toutes les Hautes Ecoles.

La somme des parties variables de toutes les Hautes Ecoles est ensuite répartie entre les Hautes Ecoles en fonction du nombre des unités de charge d'enseignement de chaque Haute Ecole par rapport à la somme des unités de charge d'enseignement de toutes les Hautes Ecoles.

La charge d'enseignement d'une Haute Ecole exprimée en un certain nombre d'unités de charge d'enseignement est égale à la somme des produits du nombre d'étudiants pris en compte pour le financement dans chacun des groupes visés ci-après et de la pondération correspondante par étudiant pris en compte pour le financement pour ce groupe. Le nombre d'étudiants ici pris en compte est lissé en calculant la moyenne des trois années qui précèdent l'année budgétaire en question.

Les groupes en question et les pondérations sont les suivants :

Groupes	Catégories d'études	Pondération pour un étudiant finançable à temps plein
Groupe A	Economique court	1,0
Groupe B	Economique long	1,1
Groupe C	Technique court	1,15
	Agricole court	
Groupe D	Social court et long	1,2
	Artistique court et long	
Groupe E	Traduction et Interprétariat	1,45
Groupe F	Paramédical	1,5
Groupe G	Pédagogique	1,65
	Technique long	
	Agricole long	

Chaque Haute Ecole recevra une partie variable qui est égale au nombre d'unités de charge d'enseignement de la Haute Ecole, multiplié par le montant par unité de charge d'enseignement.

Le montant par unité de charge d'enseignement est égal à la division de la somme des allocations annuelles globales, de laquelle est déduite la somme des parties historiques et des parties forfaitaires de toutes les Hautes Ecoles, par la somme des unités de charges d'enseignement de toutes les Hautes Ecoles pour l'année budgétaire concernée.

1.2. La période définitive: à partir de l'année budgétaire 2002

A partir de l'année budgétaire 2002, le système définitif de financement est en place. Les Hautes Ecoles reçoivent une allocation annuelle globale composée de trois parties: la partie historique, la partie forfaitaire et la partie variable.

a) La partie historique

La partie historique de chaque Haute Ecole à partir de l'année budgétaire 2002 est égale à 5 pour cent de l'allocation annuelle globale reçue par la Haute Ecole pour l'année budgé-

taire 1997, adaptée à partir de l'année budgétaire 2003 au taux de fluctuation de l'indice santé des prix à la consommation.

b) La partie forfaitaire

Il est renvoyé à la description de la partie forfaitaire lors de l'exposé du système de financement pour les années budgétaires 1998 à 2001.

c) La partie variable

Il est renvoyé à la description de la partie variable lors de l'exposé du système de financement pour les années budgétaires 1998 à 2001.

Il faut souligner qu'à partir de l'année budgétaire 2002, le montant destiné à l'enseignement supérieur dispensé par les Hautes Ecoles est adapté annuellement selon un taux fixé par le Gouvernement dans une fourchette établie par le taux de fluctuation de l'indice santé de prix à la consommation et le taux de la croissance réelle du produit national brut de l'année budgétaire précédente.

2. LA NOTION D'ETUDIANTS PRIS EN COMPTE POUR LE FINANCEMENT

Cette notion fait l'objet d'une énumération dans le projet de décret (article 6).

A titre préliminaire, il est précisé ce qu'il convient d'entendre par étudiant régulièrement inscrit (article 5). Cette notion est nécessaire puisque seuls des étudiants régulièrement inscrits peuvent être pris en ligne de compte pour le financement.

Le projet de décret énumère les catégories d'étudiants qui, parmi les étudiants régulièrement inscrits, entrent en ligne de compte pour le financement. Il reprend les catégories qui étaient énoncées à l'article 2 de l'arrêté royal du 6 novembre 1987 fixant les notions « d'étudiants régulièrement inscrits » et « d'étudiant entrant en ligne de compte pour le financement » dans l'enseignement supérieur de plein exercice, à l'exception de l'enseignement universitaire. Toutefois, contrairement à cet arrêté, les étudiants ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne seront financés. Est également introduite la règle du demi pour cent maximum d'étudiants étrangers hors Union européenne pris en compte, pour le financement, sans préjudice des catégories visées à l'article 2, § 2, a) à j) de l'article 2 précité.

Il est précisé qu'il est tenu compte que d'une seule inscription régulière par étudiant à la date du 1^{er} février de l'année académique précédente (article 7).

Le projet de décret énonce une série de catégories d'étudiants qui ne sont pas pris en compte pour le financement (article 8).

1° les étudiants qui ont été régulièrement inscrits deux fois dans une même année d'études, quelle que soit la catégorie, dans l'enseignement supérieur subventionné ou organisé par la Communauté française à l'exception de l'enseignement universitaire, sans l'avoir réussie, dans les cinq années qui précèdent la demande d'inscription;

2° les étudiants qui ont été régulièrement inscrits trois fois dans une même année d'études, quelle que soit la catégorie ou le domaine, dans l'enseignement supérieur subventionné ou organisé par la Communauté française, y compris l'enseignement universitaire, sans l'avoir réussie, dans les cinq années qui précèdent la demande d'inscription;

3° les étudiants qui ont été inscrits trois fois dans une même année d'études ou toute autre subdivision d'études, quelle que soit la discipline étudiée, dans un système d'enseignement relevant de l'enseignement supérieur, belge ou étranger, autre que celui organisé ou subventionné par la Communauté française, sans l'avoir réussie, dans les cinq années qui précèdent la demande d'inscription;

4° les étudiants qui ont obtenu, dans les cinq années qui précèdent la demande d'inscription, soit deux grades académiques visés à l'article 6, §§ 2, 4 et 5 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, soit deux grades visés aux articles 15 et/ou 18, § 2, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, soit un grade académique visé à l'article 6, §§ 2, 4 et 5 du décret du 5 septembre 1994 précité et un grade visé aux articles 15 ou 18, § 2, du décret du 5 août 1995 précité;

5° les étudiants qui n'ont pas terminé avec succès en trois années académiques, à compter de leur première inscription dans une même section, les deux premières années d'études des études visées aux articles 15 ou 18, § 1^{er}, du décret du 5 août 1995 précité.

Le nombre d'étudiants tel que calculé en fonction des articles 6 à 8 du projet de décret permet de déterminer la charge d'enseignement de chaque Haute Ecole et de répartir, en fonction de la somme des unités de charges d'enseignement de toutes les Hautes Ecoles, la somme des allocations annuelles globales de toutes les Hautes Ecoles dont a été retranchée la somme des parties historiques et des parties forfaitaires de toutes les Hautes Ecoles.

Il convient encore de noter que les normes de programmation de sections et d'établissements

prévues par la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long et les articles 13 à 15 de l'arrêté royal n° 460 du 17 septembre 1986 établissant les plans de rationalisation et de programmation de l'enseignement de type court et modifiant la législation relative à l'organisation de l'enseignement supérieur de type long, s'appliquent *mutatis mutandis* aux Hautes Ecoles. En effet, conformément à l'article 104 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, ces dispositions demeurent d'application.

3. LES SUBSIDES SOCIAUX

L'octroi de subsides sociaux aux Hautes Ecoles constitue une forme de financement des Hautes Ecoles, destiné à rencontrer les besoins sociaux des étudiants. Dans cette mesure, le projet de décret modifie et complète les articles 75, alinéas 3, 89, 90 et 91 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur.

Les améliorations suivantes sont apportées:

1) le montant des subsides sociaux est fixé à 2 000 francs par étudiant pris en compte pour le financement;

2) le mécanisme d'indexation du montant est établi dans le projet de décret;

3) il est précisé que les subsides sociaux font l'objet d'une liquidation trimestrielle;

4) le pourcentage des subsides sociaux qui couvre les besoins en moyens financiers du Conseil des étudiants est fixé à 10 pour cent;

5) le commissaire du Gouvernement contrôle également le respect par le Conseil social de toutes les dispositions légales, décrets et réglementaires qui lui sont applicables.

II. LA GESTION DES HAUTES ECOLES

Le principe directeur suivi dans la définition des règles qui s'appliquent à la gestion des Hautes Ecoles est l'octroi d'une réelle autonomie de gestion aux pouvoirs organisateurs des Hautes Ecoles balisée par un ensemble de dispositions prévues dans le présent projet de décret, reprises ci-dessous. Ces pouvoirs organisateurs peuvent déléguer le cas échéant les compétences qui leurs sont attribuées par le présent projet de décret. Pour ce qui concerne la Communauté française, en tant que pouvoir organisateur, les compétences pourront le cas échéant être déléguées au Conseil d'administration.

A. LES ACTIVITES DE LA HAUTE ECOLE

1. LES RECETTES RESULTANT DE L'ENSEIGNEMENT DISPENSE PAR LES HAUTES ECOLES

Pareilles recettes sont actuellement réglementées par l'arrêté royal du 12 février 1976 fixant les conditions auxquelles les objets produits ou les services rendus par un établissement d'enseignement peuvent être aliénés ou loués. Cet arrêté royal demeure d'application jusqu'à son abrogation ou sa modification par le Gouvernement de la Communauté française.

2. LA CONCURRENCE ET LA PUBLICITE DELOYALES

Les articles 41 à 44 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et l'arrêté royal du 14 septembre 1987 fixant la composition et les règles de fonctionnement et de procédure des commissions prévues à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, règlent actuellement cette matière.

Le projet de décret prévoit l'interdiction de toute concurrence déloyale et l'obligation d'une publicité objective et délègue au Gouvernement le soin de fixer le montant maximum annuel consacré par une Haute Ecole ou en faveur d'une Haute Ecole, à la publicité, sans que ce montant ne puisse être supérieur à un pour cent de l'allocation annuelle globale de cette Haute Ecole, conformément au souhait du Conseil d'Etat d'insérer une balise à cet effet.

Il est aussi prévu qu'une commission créée par le Gouvernement énonce des avis relatifs à l'examen des infractions commises en cette matière à la demande du Gouvernement.

Dans la mesure où une infraction est reconnue par cette commission, le Gouvernement peut prendre une sanction à l'égard du pouvoir organisateur de la Haute Ecole dont l'un des organes a commis cette infraction.

Cette sanction peut entraîner une retenue partielle sur l'allocation globale, sans que cette retenue ne puisse être supérieure à 5 pour cent de l'allocation annuelle globale de cette Haute Ecole, conformément au souhait du Conseil d'Etat d'insérer une balise à cet effet.

B. LE PAIEMENT DE L'ALLOCATION ANNUELLE GLOBALE

Le projet de décret règle la question de la communication par le Gouvernement au

pouvoir organisateur et aux autorités de la Haute Ecole, du montant de l'allocation annuelle globale.

Le projet de décret prévoit aussi la manière dont le solde de l'allocation annuelle globale sera mis à disposition du pouvoir organisateur de chaque Haute Ecole.

Il est à remarquer que le paiement de l'allocation annuelle globale de la Haute Ecole est lié à la fixation de l'effectif du personnel prévu. En effet, il est déduit de l'allocation annuelle globale payée en cinq versements, les quatre premiers ayant lieu le premier mois de chaque trimestre de l'avance civile et le dernier en fin d'exercice:

1) le montant des salaires et traitements des membres du personnel statutaire, dont le paiement et la détermination des barèmes demeurent centralisés, calculés sur une base annuelle selon le coût moyen brut d'un membre du personnel d'une Haute Ecole, classé selon quatre grandes catégories de fonction; la prise en compte du coût moyen brut d'un membre du personnel d'une Haute Ecole permet de neutraliser les différences d'ancienneté barémique;

2) le montant des salaires et traitements de certains membres du personnel ne sont toutefois pas déduits ou déduits seulement partiellement durant une phase transitoire; il s'agit des traitements et salaires des membres du personnel des Hautes Ecoles qui étaient mis en disponibilité par défaut d'emploi à la date de l'entrée en vigueur du décret sans être réaffectés ou rappelés en activité de service dans la Haute Ecole, où ils sont nommés et qui seraient réaffectés ou rappelés en activité de service dans une Haute Ecole, avant le 31 décembre 1996; cette mesure constitue un incitant visant à favoriser la réaffectation de membres du personnel des futures Hautes Ecoles mis en disponibilité par défaut d'emploi;

3) les montants des droits d'inscription au cours qui reviennent au budget de la Communauté française.

C. LA FIXATION DU CADRE DU PERSONNEL

Le nouveau système de financement prévu par ce projet de décret n'établit plus, contrairement au système actuel, un lien direct entre la détermination du nombre de membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif et le nombre d'étudiants.

Dans le cadre de l'autonomie qui lui est octroyée, le pouvoir organisateur de chaque Haute Ecole fixe son cadre du personnel.

Les membres du personnel statutaire, définitifs ou temporaires, sont repris dans le cadre du

personnel et sont rémunérés à charge de l'allocation annuelle globale.

Les professeurs invités et les autres membres du personnel contractuel ne sont pas repris dans le cadre du personnel de la Haute Ecole. Ils sont rémunérés à charge de l'allocation annuelle globale ou des autres recettes.

La fixation du cadre du personnel prévu dans chaque Haute Ecole est balisée par la détermination de certains pourcentages que diverses fonctions ou groupes de fonctions doivent, en application du présent projet de décret, respecter. Ainsi, la masse des rémunérations ne peut être inférieure à 75 pour cent de l'allocation annuelle globale d'une Haute Ecole. Par ailleurs, dès le 1^{er} septembre 1997, les Hautes Ecoles ne pourront nommer définitivement des membres du personnel temporaires (si ce n'est à concurrence de 1 pour cent maximum par an) tant que le nombre d'emplois définitifs est supérieur à 70 pour cent (75 pour cent pendant la phase transitoire). Cette fixation de certains pourcentages plafond ou plancher à respecter est liée au souci exprimé par le législateur décretaal d'encadrer l'autonomie octroyée aux pouvoirs organisateurs des Hautes Ecoles, notamment en matière d'exigence pédagogique et de gestion budgétaire.

D. AUTRES DISPOSITIONS LIEES A LA GESTION DE LA HAUTE ECOLE

La question du rapport des soldes non consommés est réglée.

Le Gouvernement a également la possibilité, dans un délai fixé, de déduire certains montants de l'allocation annuelle globale d'une Haute Ecole lorsque cette dernière a fait des dépenses qui vont à l'encontre de ce qui est stipulé par la loi ou le décret ou en vertu de ceux-ci ou si un étudiant de cette Haute Ecole a été indûment admis au financement ou s'est vu attribuer une pondération inexacte.

III. LE CONTROLE DES HAUTES ECOLES

L'octroi d'une autonomie financière plus importante aux pouvoirs organisateurs des Hautes Ecoles conduit à mettre en place des organes de contrôle des Hautes Ecoles. A cet égard, le projet de décret s'inspire partiellement de la législation déjà en vigueur dans les Universités, plus spécialement du décret du 12 juillet 1990 sur le contrôle des institutions universitaires. Il prévoit ainsi la mise en place de quatre commissaires du Gouvernement auprès des Hautes Ecoles.

Dans la limite de leur compétence, la mission des commissaires du Gouvernement

auprès des Hautes Ecoles est d'assurer le respect des règles législatives et réglementaires.

Afin de remplir ces missions, il est attribué aux commissaires du Gouvernement auprès des Hautes Ecoles, plusieurs pouvoirs :

1^o ils reçoivent copie de toutes les décisions prises par le pouvoir organisateur et les autorités de la Haute Ecole sur les questions qui concernent leur compétence;

2^o ils font toutes les observations qu'ils jugent nécessaires, dans le cadre de leur mission, au pouvoir organisateur et aux autorités de la Haute Ecole.

Le projet de décret prévoit par ailleurs, outre la fixation des tâches de contrôle des commissaires auprès des Hautes Ecoles par le Gouvernement, que ces derniers exercent dans un délai fixé un recours motivé auprès du Gouvernement contre toute décision de la Haute Ecole qu'ils estiment contraire aux lois, décrets, arrêtés et règlements pris en vertu de ces lois ou décrets.

Le contrôle exercé par le commissaire du Gouvernement auprès des Hautes Ecoles, grâce aux pouvoirs qui lui sont attribués par le projet de décret s'étend à l'ensemble des opérations projetées, en voie d'exécution ou exécutées par la Haute Ecole, y compris celles qui ne touchent que les autres recettes de la Haute Ecole.

IV. LES DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIVES ABROGATOIRES ET FINALES

La disposition transitoire prévue par le projet de décret concerne le passage de l'ancien système de financement au nouveau système de financement et règle le passage de l'année académique à l'année budgétaire pour ce qui concerne le financement. Cette disposition vise à répartir le montant budgétaire relatif à l'année civile 1996 pour les établissements d'enseignement supérieur qui se regroupent en Hautes Ecoles, disponible au 31 août 1996, entre les Hautes Ecoles en fonction de la part relative de chaque Haute Ecole dans le montant total pour les huit premiers mois de l'année budgétaire 1996 des coûts salariaux et des dépenses de fonctionnement relatif à l'année civile 1996 pour les établissements d'enseignement supérieur qui se regroupent en Hautes Ecoles.

Pour établir cette part relative, le Gouvernement devra tenir compte des différences entre les établissements d'enseignement supérieur qui se regroupent en Hautes Ecoles, notamment s'agissant des échéances du paiement des subventions ou dotations de fonctionnement. Des rectifications devront donc être apportées au résultat brut afin de traiter de manière égale les uns et les autres.

Les dispositions modificatives concernent le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles. Elles visent essentiellement à corriger certaines erreurs matérielles.

Les dispositions abrogatoires concernent l'ensemble des dispositions légales, décrétales et réglementaires qui constituaient jusqu'à présent l'actuel système de financement. Il est à remarquer que certaines de ces dispositions légales, décrétales ou réglementaires ne sont pas abrogées mais sont déclarées non applicables aux Hautes Ecoles, car elles continuent à régir les établissements d'enseignement supérieur qui organisent uniquement des études qui relèvent de l'enseignement supérieur artistique.

Le présent projet de décret entre en vigueur lors de la prochaine rentrée académique 1996-1997, à l'exclusion des articles 45, 46, 47 et 49 qui produisent leurs effets au 1^{er} septembre 1995 et de l'article 29 qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 1997.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

CHAPITRE 1^{er}

Définitions

L'article premier comprend une série de définitions, dont la plupart sont reprises du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles.

CHAPITRE II

Du calcul de l'allocation annuelle globale

SECTION 1^{re}

Dispositions générales

Articles 2 et 3

L'article 2 prévoit que la Communauté française contribue au financement des Hautes Ecoles au moyen d'enveloppes appelées «allocations annuelles globales», dans les limites et aux conditions fixées par le projet de décret.

L'article 3 précise que ces allocations annuelles globales contribuent à couvrir les frais de personnel, de fonctionnement et d'équipement pour l'enseignement, la recherche appliquée, les services à la collectivité, la formation continuée et l'administration de la Haute Ecole.

SECTION 2

Admissibilité au financement d'une Haute Ecole

Article 4

Cet article complète, pour ce qui concerne les Hautes Ecoles subventionnées l'article 24 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, pour leur subventionnement.

SECTION 3

Admissibilité au financement des étudiants

Article 5

Cet article définit la notion d'«étudiant régulièrement inscrit». Cette notion est reprise,

en l'adaptant à la réalité des Hautes Ecoles, de l'article 1^{er} de l'arrêté du 6 novembre 1987 fixant les notions d'«étudiant régulièrement inscrit» et d'«étudiant entrant en ligne de compte pour le financement» dans l'enseignement supérieur de plein exercice, à l'exception de l'enseignement universitaire.

De même, les paragraphes 2 à 4 reprennent en les adaptant et en les simplifiant les articles 6bis et 6ter de ce même arrêté.

Article 6

Cet article énonce une série de catégories d'étudiants régulièrement inscrits qui sont pris en compte pour le financement. Sont reprises sans modifications les catégories d'étudiants énoncées dans l'article 2 de l'arrêté royal du 6 novembre 1987 précité, à l'exception notable de celle des étudiants ressortissants de l'Union européenne qui seront désormais financés.

Par ailleurs, la règle du financement des étudiants étrangers autres que ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne, à concurrence d'un demi pour cent maximum du nombre d'étudiants belges régulièrement inscrits et sans préjudice des catégories visées au § 2, b à j, de cet article est introduite.

Article 7

Cet article reprend le principe de l'article 3 de l'arrêté du 6 novembre 1987 précité selon lequel il n'est tenu compte que d'une seule inscription régulière par étudiant. Par contre, contrairement à l'article 3 précité, l'article 7, lu en liaison avec l'article 16, 1^o, du projet de décret, ne définit plus un seuil plancher pour l'ensemble des activités d'enseignement suivies par l'étudiant, ce afin d'autoriser dans les Hautes Ecoles un nombre plus important d'étudiants à bénéficier d'une ou de plusieurs dispenses, sans être perturbé par la préoccupation du financement de ceux-ci.

Article 8

Du nombre d'étudiants calculé conformément à l'article 6 du présent projet de décret, il est retranché une série d'étudiants regroupés dans cinq catégories. Ces catégories correspondent aux catégories énoncées dans l'arrêté du Gouvernement fixant l'organisation de l'année

académique et les conditions de refus d'une inscription et portant règlement général des examens dans les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, en son article 3, § 1^{er}, 1^o à 5^o.

SECTION 4

Calcul des allocations annuelles globales

SOUS-SECTION 1^{re}

Dispositions générales

Articles 9 et 10

Ces articles prévoient le montant destiné à l'enseignement supérieur dispensé par les Hautes Ecoles ainsi que le mécanisme d'indexation de ce montant.

Le montant inscrit à l'article 11 a été déterminé à partir de la proposition du budget pour 1997.

Cette proposition de budget pour 1997 de la DO 55 prévoit un montant de 10 883,2 millions.

De ce montant, il a été soustrait :

a) les dépenses d'administration reprises dans la proposition de budget pour 1997 dans les allocations de base suivantes: 55 12.01 02, 55 74.01 02, 55 01.10 03, 55 01.12 03, 55 11.03 10, 55 01.04 20, 55 12.01 23, 55 12.02 23, 55 33.01 23, 55 12.21 24, 55 12.01 26, 55 12.01 81, 55 12.02 82, 55 12.24 82 et 55 33.01 82, ce qui représente 50,2 millions de francs;

b) les allocations familiales reprises dans la proposition de budget pour 1997 dans les allocations de base suivantes: 55 45.40 21, 55 45.40 31 et 55 45.40 41, ce qui représente 230,2 millions de francs;

c) les dépenses pour les internats autonomes et annexés de la Communauté française prévues dans la proposition de budget pour 1997 à l'allocation de base 55 41.23 23, ce qui représente 325,3 millions de francs;

d) les dépenses pour l'enseignement des Ecoles d'architecture, prévues dans la proposition de budget pour 1997 aux allocations de base 55 41.21 51, 55 43.24 61 et 55 44.13 71, ce qui représente 473,8 millions de francs;

e) les subsides sociaux prévus pour les étudiants pris en compte pour le financement dans les Hautes Ecoles dans la proposition de budget 1997, à l'allocation de base 55 33.01 83, et qui représentent 120 millions;

et il a ajouté un montant de 64,24 millions de francs qui représente l'ensemble des crédits

prévus au sein de la division organique 83 pour les sections artistiques des établissements qui se regroupent dans les Hautes Ecoles, à savoir Bisschoffsheim-Buls, l'Institut Reine Astrid de Mons et l'Institut Alexandre André, et un montant de 374,9 millions correspondant aux minervals revenant à la Communauté française, ce qui permet d'obtenir le montant du budget de l'enseignement dispensé par les Hautes Ecoles et qui est égal à 10 122,9 millions de francs.

Ce montant tient compte :

a) des 375 millions prévus dans le cadre de la lutte contre les échecs répétés (500 millions moins l'effort récurrent déjà prévu dans le budget 1996 initial de 125 millions);

b) de l'ensemble des crédits afférents aux quatre établissements d'enseignement supérieur d'architecture, non concernés par le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, mais actuellement à charge des allocations énoncées ci-dessus de la division organique 55;

c) de l'ensemble des crédits afférents aux trois établissements d'enseignement supérieur qui organisent également un enseignement supérieur artistique, à savoir Bisschoffsheim-Buls, l'Institut Reine Astrid de Mons et l'Institut supérieur Alexandre André, qui sont financés, pour cet enseignement, à charge de la division organique 83;

d) des subsides sociaux;

e) des montants afférents à la dotation des internats annexés à des établissements d'enseignement supérieur organisés par la Communauté française qui doivent être retranchés de la dotation de fonctionnement de ces établissements;

f) du nombre des membres du personnel enseignant, administratif et auxiliaire d'éducation occupés partiellement ou totalement dans l'enseignement supérieur mais actuellement totalement à charge, notamment, de l'enseignement secondaire (détachés, personnel d'établissements d'enseignement supérieur organisant un autre niveau d'enseignement, ...);

Le mécanisme d'indexation du montant destiné à l'enseignement supérieur dispensé par les Hautes Ecoles connaît deux phases. La première phase s'étend de l'année budgétaire 1997 à l'année budgétaire 2001. Pendant cette phase, le montant destiné à l'enseignement supérieur dispensé par les Hautes Ecoles est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice santé des prix à la consommation. La seconde phase débute à partir de l'année budgétaire 2002. Pendant cette phase, le montant destiné à l'enseignement supérieur dispensé par les Hautes Ecoles est adapté annuellement selon un

